



## Troisième séance (spéciale)

Lundi 4 juin 2007, 10 h 30

Présidence de M. Sulka

### ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE M<sup>ME</sup> MICHELLE BACHELET, PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

*Original anglais:* Le PRÉSIDENT

Aujourd'hui, nous avons l'honneur de recevoir Son Excellence M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Présidente du Chili.

Je donne la parole à M. Somavia, Secrétaire général de la Conférence internationale du Travail, pour qu'il souhaite la bienvenue à notre illustre invitée.

*Original espagnol:* Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Madame la Présidente,

Votre vie est marquée par la lutte. La lutte contre les violations des droits de l'homme, pour que plus jamais cette tragédie ne déchire l'âme nationale. La lutte pour la démocratie, pour que chaque Chilien puisse définir les orientations politiques nationales, mais aussi la lutte pour la réconciliation nationale. Sans oublier le passé récent, en tant que ministre de la Défense, vous avez été à l'origine de retrouvailles historiques entre la société civile démocratique et les militaires, et aussi entre les forces armées et leur histoire républicaine.

Vous avez aussi lutté pour l'égalité entre les sexes et contre la discrimination. Et, aujourd'hui, vous êtes Présidente du Chili. Chers amis, pourquoi dis-je tout cela? Parce que la présidente Bachelet vient de cette lignée politique dont les convictions sont profondément enracinées dans la vie même et dans l'expérience personnelle. Fidèle à cette lignée, M<sup>me</sup> Bachelet a la conviction que la politique doit être au service des gens, des familles, des communautés.

C'est ce qui fait son style et sa personnalité, qui est d'écouter et de dialoguer pour ensuite mieux décider. Écouter les gens, comprendre leur réalité, leurs inquiétudes, leurs aspirations, leur humanité, avec l'humanité qui est la sienne. Dialoguer avec le monde politique, les entreprises, le monde du travail et d'autres entités pour que, au-delà des différences légittimes, l'on trouve des chemins sur lesquels s'engager ensemble pour répondre aux besoins des gens.

La présidente Bachelet, avec ses valeurs, son style et son énorme ténacité, est en train de promouvoir au Chili une réforme pour construire à l'avenir de solides bases sociales qui bénéficieront en premier lieu aux Chiliens les plus défavorisés.

La protection sociale est le signe distinctif de l'action de M<sup>me</sup> Bachelet. Elle promet l'équité à

tous les niveaux de la société chilienne et lutte contre les inégalités en aidant les personnes dès leur naissance. J'en donnerai un exemple: M<sup>me</sup> Bachelet a œuvré à l'expansion massive du nombre de crèches pour faciliter le travail des femmes et pour assurer les soins et l'instruction préscolaire des très jeunes enfants.

Comme vous l'avez dit vous-même, Madame la Présidente, lors de votre récent message à la Nation le 21 mai, «En tant que société, nous devons faire du travail décent un impératif éthique et renforcer la responsabilité sociale des entreprises».

Tout cela, vous l'expliquez encore avec une grande simplicité politique: le Chili a remporté des succès économiques, il doit également remporter les succès sociaux correspondants. Ainsi, vous interprétez ceux qui, nombreux, voient le bien-être de loin mais se demandent quand ils en bénéficieront à leur tour.

Chers amis, ici réunis dans cette grande assemblée tripartite mondiale, il m'est difficile de décrire l'émotion que je ressens, en tant que Chilien et Directeur général du BIT, de recevoir et d'accueillir la présidente Michelle Bachelet.

J'ai aujourd'hui l'honneur de vous présenter une Présidente qui est en train de traduire en politiques concrètes une vérité essentielle, à savoir qu'il n'y a pas de croissance économique durable sans justice sociale, et que la justice sociale est de plus en plus nécessaire en raison des déséquilibres qu'entraîne la mondialisation.

Il n'y a pas de développement durable si l'on ne respecte pas les équilibres entre les politiques économiques, sociales et environnementales.

C'est pourquoi le message que nous apporte aujourd'hui la Présidente du Chili a une valeur universelle. Elle est une dirigeante nationale au rayonnement mondial parce que sa priorité est de répondre aux préoccupations des gens, des gens partout dans le monde.

Soyez la bienvenue, Madame la Présidente, à l'Organisation internationale du Travail.

*Original espagnol:* M<sup>me</sup> BACHELET (Présidente de la République du Chili)

C'est pour moi un honneur, en ma qualité de Présidente du Chili, de prendre la parole à cette importante tribune.

L'Organisation internationale du Travail s'est distinguée, depuis sa fondation en 1919, par sa contribution à la construction d'un monde meilleur.

L'histoire retiendra les six premières conventions de l'OIT sur la durée du travail, le chômage, la pro-

tection de la maternité, le travail de nuit, l'âge minimum et le travail de nuit des enfants.

Aujourd'hui, pratiquement plus personne ne remet en question ces droits mais, il y a presque un siècle, ils étaient l'objet de profondes controverses dans nos sociétés.

Des concepts tels que la justice sociale, le progrès, l'inclusion, le dialogue, l'égalité font désormais partie du lexique de l'OIT.

Etre la première femme à assurer la présidence de mon pays s'inscrit précisément dans ce contexte. Vaincre les préjugés, c'est aussi une victoire de l'inclusion. Pour les femmes, au Chili, l'égalité n'est plus une chimère.

Pour le Chili, l'OIT représente quelque chose que nous nous sommes approprié et qui a des antécédents historiques. Le Chili a participé à la première session de la Conférence internationale du Travail en 1919 et a été la première nation du continent à ratifier les principales conventions de l'OIT.

Aujourd'hui, l'OIT est une organisation très particulière pour les Chiliens. J'aimerais remercier l'OIT pour tout l'appui qu'elle a apporté à la cause démocratique au Chili. Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de partager quelques réflexions à l'occasion de cette session de la Conférence internationale du Travail.

Si l'on examine l'histoire de mon pays, on y trouve une recherche constante des valeurs que l'OIT défend. Comme la majorité des pays en développement, le Chili est confronté aux défis que l'on traite ici.

Quand l'OIT a été créée en 1919, au Chili nous commençons la construction d'une architecture sociale qui allait déboucher sur des institutions et des lois qui protégeaient les travailleurs et créaient les premiers systèmes de sécurité sociale.

Le mouvement ouvrier existait depuis quelques décennies et le monde du travail commençait tout juste à trouver une expression politique. Il a fallu plusieurs générations, et de nombreux martyrs, pour que le pays puisse se doter d'un minimum d'institutions sociales.

Comme dans bon nombre d'autres pays, les projets de progrès, les projets politiques qui préconisaient le changement social n'ont pas su concorder pour atteindre les objectifs que nous partagions. Nous n'avons pas su préserver la vie en commun, nous n'avons pas abouti aux consensus nécessaires. Ceux qui s'opposaient au progrès des peuples ont fini par nous enlever la démocratie et le rêve d'une société meilleure.

En 1990, la démocratie est revenue au Chili et avec elle nous avons retrouvé le souci de l'inclusion, de l'équité dans le développement qui avait caractérisé le Chili au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis lors, nous construisons un nouveau modèle social qui conjugue croissance et égalité, progrès et justice sociale.

Mais, comme je le disais, notre histoire dans le monde du travail n'est pas très différente de celle d'autres pays en développement, notamment en Amérique latine, parce que, nous devons le reconnaître, l'Amérique latine est encore très éloignée de l'idéal du travail décent de l'OIT.

Il est vrai que, depuis quatre ans, l'emploi et les salaires ont augmenté plus qu'au cours des deux décennies précédentes. Mais les problèmes demeurent et près de 40 pour cent de la population dans notre région vit dans la pauvreté. Quelque 9 pour cent de la population est au chômage. Cinquante-

deux pour cent seulement des personnes ayant un emploi sont occupées dans le secteur formel et moins de 60 pour cent ont accès aux principales prestations de sécurité sociale.

Au Chili, la situation s'est améliorée, mais nous avons encore beaucoup à faire.

Selon les chiffres de 2003, la pauvreté dans le pays est tombée à 18 pour cent de la population. Le chômage (environ 6,7 pour cent) se rapproche enfin des niveaux antérieurs à la crise économique de la fin des années quatre-vingt-dix et plusieurs chiffres indiquent la tendance suivante: la plupart des emplois créés sont des emplois salariés.

Néanmoins, au Chili, le taux d'activité des femmes et des jeunes reste faible. Les taux de syndicalisation et de négociation sont peu élevés aussi, ce qui montre que la confiance entre les partenaires sociaux est faible.

Ce qui est plus grave, c'est que de nombreuses personnes qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté sont vulnérables. Elles appartiennent à des secteurs de la population qui ne sont pas pauvres au sens technique du terme mais, lorsque leur situation s'aggrave, elles passent facilement en dessous du seuil de pauvreté, par exemple en cas de licenciement ou de maladie.

Mon gouvernement s'occupe de ces situations et la réponse que nous apportons au défi du travail décent dans un monde de plus en plus incertain, c'est la construction d'un «système de protection sociale».

J'ai affirmé qu'il sera la marque de mon gouvernement. C'est ce qui nous distinguera dans les livres d'histoire. On y dira que mon gouvernement, à partir de ce qu'ont fait ses prédécesseurs démocratiques, a pu faire un saut qualitatif en matière de droits sociaux et jeter les bases d'un système intégral de protection sociale. La croissance économique est l'alliée principale de l'emploi, mais elle ne suffit pas.

Il faut non seulement favoriser l'esprit d'entreprise et l'innovation, aider les PME pour qu'elles augmentent leur productivité et leur compétitivité, mais aussi accroître l'efficacité de la politique sociale et l'approfondir.

J'aimerais évoquer trois concepts qui constituent notre proposition: la lutte contre la vulnérabilité et pour l'universalité, et l'octroi de garanties réelles ou expresses.

Le premier exige de passer de l'assistanat à une politique intégrale qui tienne compte de la vulnérabilité sociale. Comme je l'ai dit, un ample secteur de la société risque de tomber dans la pauvreté en raison d'aléas de la vie, de la vieillesse ou de la maladie. Les risques multiples nous obligent à penser aux causes de la vulnérabilité et à la manière d'y faire face.

A cette fin, il faut de nouveaux systèmes d'assurance collective, de nouveaux instruments et de nouvelles compétences pour les citoyens. Cela passe par une conception universelle, c'est-à-dire qu'il faut étendre la protection sociale à l'ensemble de la population.

Il faut le faire de façon intelligente, sans aucun doute, en donnant la priorité aux plus nécessiteux mais dans la perspective de droits qui bénéficieront à tous les citoyens.

Nous ne voulons pas de systèmes simplement contributifs du type «you get what you pay for», qui n'apportent une aide qu'à la hauteur des contributions individuelles. Il s'agit plutôt de redistribuer les

risques et les opportunités, et de souscrire un nouveau pacte social. Il s'agit de redéfinir démocratiquement les biens publics que nous allons garantir à chaque Chilien, à chaque Chilienne, la seule condition étant d'habiter dans notre pays.

Ceci passe par l'octroi de droits sociaux et de garanties expresses que les citoyens seront en droit d'exiger. Dans mon pays et en Amérique latine, nous consacrons beaucoup de temps à énumérer des droits, parfois avec une rhétorique impeccable. Mais il ne suffit pas d'énumérer des droits ni de garantir l'accès à ces droits. Il faut les traduire dans les faits.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui au Chili avec la réforme du système de pensions. Vous le savez, le gouvernement militaire a instauré en 1981 un système fondé presque exclusivement sur la capitalisation individuelle des travailleurs.

Aujourd'hui, nous proposons un système mixte: un pilier de capitalisation individuelle, un pilier d'épargne volontaire et un pilier solidaire qui permettra aux Chiliens qui en ont besoin d'obtenir une pension digne, dans le cadre d'un système qui préservera les équilibres et conjuguera les incitations soigneusement. Je suis sûre que notre réforme aboutira.

La prochaine fois qu'un Président du Chili viendra à une session de cette Conférence, il pourra dire avec fierté que le pays a réussi à mettre un terme à la pauvreté du troisième âge.

Nous avons entrepris aussi, il y a déjà trois ans, une réforme en matière de santé qui est couronnée de succès. Pour les 56 pathologies les plus fréquentes, tous les Chiliens et Chiliennes ont droit à des soins efficaces et rapides.

Bien sûr, toutes les maladies sont prises en considération, mais nous avons défini cette liste de pathologies qui, étant donné leur coût, l'urgence ou la gravité qu'elles revêtent, nécessitent des soins particulièrement efficaces et rapides.

L'Etat garantit ces soins à toutes les personnes, qu'elles aient une assurance privée ou publique. L'Etat a aussi l'intention de faire passer de 56 à 80 le nombre des pathologies faisant l'objet des dispositions spéciales susmentionnées.

Pendant des années, l'Etat du Chili a œuvré en matière d'instruction, si bien qu'aujourd'hui presque toute la population infantine suit les douze années de scolarité obligatoire.

Une réforme est en cours et l'Etat garantit non seulement l'accès à l'éducation, mais aussi la qualité de l'éducation.

En ce qui concerne la petite enfance, nous avons créé un système de protection qui cherche à en finir avec les inégalités qui existent dès la naissance, parce qu'il nous semble que c'est une obligation éthique pour nous.

Ce système garantit une protection dès la grossesse et prévoit ensuite toute une série de prestations médicales, nutritionnelles, biopsychosociales, et en matière d'éducation.

Ce système comprend une couverture totale pour l'éducation préscolaire (enfants de 5 à 6 ans) et pour les crèches et les maternelles (enfants de 0 à 4 ans), en faveur des 40 pour cent les plus pauvres de la population.

L'Etat privilégie aussi les droits en ce qui concerne l'assurance chômage. Dans le cadre de cette assurance, l'Etat, le travailleur et l'employeur versent une cotisation mensuelle retenue sur le salaire, qui est versée sur un compte spécial du tra-

vailleur. En cas de licenciement, le travailleur utilise ces fonds.

Mon gouvernement va accroître la cotisation de l'Etat, de manière à ce que davantage de travailleurs puissent accéder à ces allocations.

De même, le travail est considéré comme un moyen pour lutter contre l'extrême pauvreté. Nous avons créé un système auquel les personnes participent étroitement et qui cherche à les insérer dans les programmes de l'Etat.

Il ne s'agit pas d'une politique de charité. C'est une politique qui vise à faire des pauvres des sujets de droits, à accroître leurs compétences et à leur donner les moyens de se soustraire à leur condition.

C'est la même logique qui inspire le système de protection sociale que nous mettons en place. Une logique qui cherche à comprendre la réalité d'aujourd'hui, celle des travailleurs du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les anciens systèmes de sécurité sociale ne tiennent pas compte de cette réalité. De fait, les conditions d'accès à la sécurité sociale et les prestations sociales ont été pensées pour un type de citoyen qui est majoritaire, mais qui est loin d'être le seul: il s'agit du travailleur salarié lié par un contrat en bonne et due forme et par une relation à long terme avec son entreprise.

Or le marché du travail d'aujourd'hui est beaucoup plus varié et dynamique. Par conséquent, un système de protection sociale moderne doit tenir compte de cette nouvelle situation. Il faut protéger toutes les personnes et, tout particulièrement, même si cela semble évident, les plus défavorisés.

Aujourd'hui, beaucoup sont exclus des prestations sociales. Cette situation est contraire aux valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité qui inspirent mon gouvernement et la grande majorité des Chiliens.

La citoyenneté, ce n'est pas seulement l'appartenance à une communauté politique, c'est aussi la garantie de certaines libertés.

Tout ceci est fondamental, mais ce n'est pas tout. La citoyenneté moderne est aussi l'expression de droits et de devoirs sociaux. Nous voulons garantir des droits universels, opposables et substantiels, et garantir effectivement les droits sociaux des citoyens, des points de vue juridique et économique.

Le système de protection sociale a des incidences sur les relations professionnelles dans l'entreprise. Nous nous efforçons de perfectionner l'assurance chômage pour aider les travailleurs qui perdent leur emploi. Nous renforçons aussi la défense juridique des travailleurs lorsque la justice a été saisie. Nous allons créer un défenseur pour les questions du travail, et augmenter le nombre des tribunaux du travail.

Nous voulons donner un nouvel élan à l'organisation syndicale. Pour diverses raisons, notamment la persécution brutale exercée par la dictature ou les pratiques antisyndicales pernicieuses de certaines entreprises, l'organisation syndicale au Chili n'est pas aussi forte que nous le voudrions.

Moins de 10 pour cent des travailleurs sont régis par une convention collective et il y a beaucoup de cas de harcèlement à l'encontre de dirigeants syndicaux. C'est pourquoi mon gouvernement s'est engagé à renforcer l'organisation des travailleurs.

Pour moderniser les relations professionnelles, il faut une meilleure organisation syndicale, plus de négociations collectives, et des sanctions sévères contre les pratiques antisyndicales. Nous cherche-

rons à conclure des accords pour progresser dans ce domaine.

Le monde moderne et la mondialisation exigent davantage de nous. C'est ce qu'exige aussi l'OIT depuis quatre-vingt-huit ans. Il faut pour cela un dialogue social accru. Il faut aussi un effort de toute la communauté dans chaque pays et la collaboration des Etats entre eux. Ce qu'il faut rechercher, c'est que la mondialisation ait un visage humain.

Le travail décent est une obligation essentielle pour chaque pays, un impératif éthique pour chaque nation.

Le défi aujourd'hui est de donner forme à la dimension sociale de la mondialisation. Pour y parvenir, le concours de tous est nécessaire.

Pour notre part, nous avons ratifié les conventions fondamentales de l'OIT. Nous avons intégré les principes de ces conventions et de la Déclaration de l'OIT de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail.

Nous avons fait nôtre le concept de travail décent. Nous l'avons intégré dans les multiples traités de libre-échange que nous avons souscrits avec des partenaires sociaux très différents. Cette intégration des questions du travail dans nos accords nous a permis d'échanger des expériences en matière de bonnes pratiques avec nos principaux partenaires économiques.

Nous avons appuyé avec enthousiasme les initiatives des Nations Unies et de l'OIT qui visent l'éradication du travail des enfants.

Au Chili, nous nous employons très activement à éliminer ce fléau. De nombreuses initiatives ont été intégrées dans un plan d'éradication du travail des enfants. Elles sont menées par plusieurs ministères, institutions et secrétariats d'Etat, avec le concours des entreprises et des syndicats.

Ce plan exige aussi la collaboration en ce qui concerne les travailleurs migrants. Après des décennies pendant lesquelles, nous Chiliens, nous avons émigré pour des raisons politiques ou économiques, cette tendance s'est inversée. Aujourd'hui, le Chili accueille ses frères du Pérou, de l'Equateur, de la Bolivie et d'autres pays de la région. Nous, pays d'accueil, nous devons mettre en œuvre des politiques d'intégration des migrants pour que ceux-ci fassent leurs valeurs primordiales de la société qui les accueille.

Ce processus doit être compatible avec le droit à la diversité culturelle. Il est essentiel à cette fin de promouvoir l'égalité en devoir et en droit des migrants.

Nous avons signé et ratifié également des traités internationaux qui protègent les droits des migrants, par exemple la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et les Protocoles de Palerme contre le trafic illicite des migrants et sur la traite des personnes.

A titre d'exemple, j'aimerais souligner que, lorsque nous avons élargi récemment notre accord commercial avec le Pérou, nous avons également souscrit un accord sur le travail et les migrations entre le Chili et le Pérou. Les deux pays se sont engagés à respecter les droits au travail, notamment les droits des travailleurs migrants dans nos deux pays.

Il nous reste à prendre une initiative pour démontrer dans nos deux pays le souci d'inclusion du Chi-

li: signer et ratifier la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. Cette convention est maintenant au Parlement, et nous allons accélérer les choses parce que nous souhaitons que ces peuples aient également les mêmes droits et obligations dans notre pays.

Par ailleurs, cette année, le Sommet ibéro-américain va concentrer ses discussions sur les questions de cohésion sociale. En effet, nous pouvons et nous devons discuter ensemble de ces questions, trouver des points de rencontre dans nos politiques et trouver des initiatives utiles et fructueuses.

A propos de toute une série d'autres sujets – questions hommes/femmes, peuples autochtones, droits des handicapés –, le Chili adhère avec enthousiasme à la conviction que la collaboration internationale est fondamentale.

C'est une fierté pour la femme que je suis, qui préside pour la première fois son pays, d'être reçue par cette assemblée qui représente tant pour les Chiliens et qui a offert tant de symboles à l'humanité: les symboles du dialogue, de la démocratie, de la protection des droits des personnes, de la dignité.

Au nom de mon pays, je vous remercie de votre invitation et du travail que vous faites pour protéger l'ensemble de l'humanité.

---

*Original anglais:* Le PRÉSIDENT

---

Madame la Présidente, je vous remercie beaucoup pour ces paroles qui étaient en profonde harmonie avec les objectifs de l'Organisation internationale du Travail.

Excellence, la Conférence est honorée aujourd'hui par la présence d'une femme habituée à ouvrir de nouveaux espaces. Avant votre élection à la présidente du Chili, vous être la première femme à y exercer cette fonction; vous avez été également la première Chilienne à être ministre de la Santé, et la première ministre de la Défense de votre pays. Le temps viendra, j'en suis certain, où des faits de ce type n'étonneront plus, mais nous en sommes encore à l'époque des pionniers et c'est pourquoi cela reste extraordinaire et source d'inspiration. Cela signifie que votre voix est clairement entendue non seulement en Amérique latine, mais aussi dans un contexte international plus ample. Le Chili s'est lancé dans de profonds changements, dans une période de développement qui inclut tous les membres de la société. Il est devenu un modèle de stabilité en Amérique latine et le monde a également pris acte de la modernisation politique que vous avez engagée.

Madame la Présidente, l'un des thèmes majeurs de la présente session de la Conférence est la lutte pour éliminer la discrimination dans l'emploi et la profession. C'est le sujet du rapport global que le Directeur général a soumis à la Conférence – *L'égalité au travail: relever les défis*. Votre appel, aujourd'hui, en faveur de l'égalité, de la justice sociale et de l'inclusion, et votre défense de toutes les femmes dans le monde ont marqué la Conférence et enrichiront ses débats.

Mais, par dessus tout, Madame la Présidente, c'est votre propre vie qui est un exemple pour nous. Au nom de mes collègues, du bureau de la Conférence et de la Conférence, je vous remercie sincèrement d'avoir pris le temps, vous qui êtes si occupée, de venir ici et de vous adresser à nous.

*(La séance est levée à 11 heures.)*

## TABLE DES MATIÈRES

*Page*

### *Troisième séance (spéciale)*

Allocution de Son Excellence M <sup>me</sup> Michelle Bachelet, Présidente de la République du Chili .....	1
---	---

*Orateurs:* Le Président, le Secrétaire général de la Conférence, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet